APPEL

POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL,
C'EST LE MOMENT DE GAGNER !

A quelques jours du 51e Congrès des syndicats de la CGT (18-22 avril), nous vous soumettons cette prise de parole collective motivée par le mouvement contre la « loi Travail », le débat et les tâches qu'il nous impose. Nous vous proposons de la signer.

De place en place, dans la rue, à l'entreprise, la parole circule… Contre la loi El Khomri, pour la démocratie sociale, c'est le moment de franchir un cap pour gagner !

PREMIERS SIGNATAIRES

Marc Peyrade,
secrétaire général de la Filpac-CGT

Romain Altmann,
secrétaire général d'Info'Com-CGT

Gérard Letréguilly,
secrétaire général du SIP-CGT

Jean-Pierre Martinez,
comité régional Aquitaine Filpac-CGT

Serge Audonnet,
syndicat du Livre de Bordeaux

Jean Gersin,
Info'Com-CGT

Mario Ciona,
syndicat du Livre de Bordeaux

Olivier Blandin,
secrétaire adjoint d'Info'Com-CGT

David Rousselle,
secrétaire du SIP-CGT

Antoine Peillon,
délégué syndical CGT Bayard Presse

Pierre Nouzarède,
ancien secrétaire général adjoint de la Filpac-CGT

Stéphane Paturey,
secrétaire adjoint d'Info'Com-CGT

Le mouvement en cours pour le retrait de la loi El Khomri nous permet, à nous comme à tous les partisans d'un syndicalisme de transformation sociale, de mieux respirer, de relever la tête, d'autant que notre Filpac-CGT, celle de novembre 2015, avait appelé de ses vœux, par son congrès unanime, une telle levée en masse pour le droit du travail, la démocratie sociale et l'accès des jeunes à un travail décent. A cette heure, nous n'avons pas encore obtenu le retrait de cette loi. C'est pourquoi nous allons continuer d'agir, car notre but est moins de protester que de gagner. Nous voulons, comme tant d'autres, sortir du traumatisme de l'échec de décembre 2010 sur les retraites, redonner force et vigueur au mouvement social et transformer la société.

Sans préjuger de l'issue d'un mouvement qui prend d'emblée de multiples formes intéressantes et qui peuvent nous interroger sur la forme de syndicalisme que nous pratiquons, nous pouvons raisonnablement estimer qu'il est déjà un succès car il marque un tournant. Nombre de consciences s'éveillent, osent s'exprimer sans tutelle ni expert. Ces jeunes, actifs ou retraités conviennent ensemble qu'il leur faut trouver le chemin d'une nouvelle démocratie. Prenons le parti que ces consciences ne vont pas s'éteindre de sitôt et qu'elles porteront au-delà de l'objet immédiat du mouvement. La place de la République a été prise, comme hier la Puerta Del Sol madrilène, et, comme sur tant d'autres places des villes du pays, l'indignation qui s'y exprime se mêle à l'aspiration à une vraie République, qui s'inscrit dans la rédaction de nouveaux cahiers de doléances. Le tout dans un climat de respect de l'expression de chacun et de méfiance à l'égard des organisations traditionnelles.

Qu'il s'agisse des manifestations et des #NuitDebout, elles montrent un niveau croissant de politisation, et popularisent un rejet global du gouvernement, illustré par le désormais célèbre « *#OnVautMieuxQueCa* ». Ce sont souvent les lycéens qui apportent l'enthousiasme de la jeunesse scolarisée à lutter contre son exclusion globale. La police ne s'y trompe pas et gaze ou matraque d'abondance les crânes intelligents des gamins des lycées de la République. Sur les réseaux sociaux bouillonne un flux d'initiatives, de réflexions, d'actions montrant un pays souterrain qui parvient à la lumière à l'occasion de ce mouvement. Apparaît dans tout l'Hexagone une grande aspiration à prendre la parole, à l'échanger de vive voix, comme si un couvercle se soulevait. Notre agilité syndicale, que beaucoup de militants pratiquent, nous porte à nous mêler à ce joyeux flux, qui aspire au bourdonnement du dialogue contre le silence et la résignation devant le marché, son chômage perpétuel, sa précarité, ses inégalités, sa machine à exclure.

Et maintenant ? Qu'avons-nous à débattre d'urgence ?

Comment gagner ? Un agenda de manifestations qui s'étend, s'étire et se répète risque de nous amener dans la même impasse qu'en 2010 : du monde dans la rue, mais la longueur des cortèges ne suffit pas à la bascule du rapport des forces en faveur des opposants à la loi, pourtant majoritaires.

D'autant que le bloc du syndicalisme gagné au libéralisme sert de poutre maîtresse à une politique d'un gouvernement motivé par les seuls intérêts du patronat et obéissant aux directives de l'Union européenne. Et le débat parlementaire est à la merci du 49/3 utilisé pour la loi Macron… Alors ?

Frédéric Dubuc,
secrétaire du SIP-CGT

David Jourdan,
secrétaire adjoint d'Info'Com-CGT

Gwenael Le Pelter,
secrétaire du SIP-CGT

Eric Diemer,
délégué syndical Groupe Publicis

Richard Wilf,
militant CGT du journal Les Echos

Le syndicalisme doit aussi participer au mouvement d'occupation des places et ajouter un nouvel argument de poids : l'action gréviste. Les propositions que nous formulons consistent à étudier sans délai l'occupation de la place de la République, et des places similaires en régions, pour lui donner un tour de bras de fer avec Valls. L'autre proposition relève de la grève nationale interprofessionnelle de 24 heures contre la loi El Khomri, en perspective du 28 avril. Soutenu par un tract tiré à des millions d'exemplaires, ce mouvement gréviste, proposé aux syndicats partisans du retrait, doit porter à un nouvel étiage la force du mouvement. Sinon, une fin en queue de poisson ne ferait que renforcer le traumatisme de décembre 2010.

Quel congrès de la Confédération générale du Travail en avril ? L'ouverture du congrès ne doit pas être le point final du mouvement, mais un relais puissant pour le promouvoir. En d'autres termes, ne manifestons-nous et n'agissons-nous que pour décorer le communiqué final présenté à la tribune de Marseille ?

Le congrès doit servir à rendre compte de la véritable vocation de cette loi El Khomry : elle est un maillon décisif dans l'œuvre libérale de dispersion du salariat en auto-entrepreneurs, renvoyés à leur domicile, sommés de sortir de la sécurité sociale, remplacée par le compte personnel d'activité (CPA). Le gouvernement veut dynamiter le droit social pour faire place nette au triomphe du « numérique », c'est-à-dire la mise à disposition des employeurs d'une main-d'œuvre atomisée en autant d'individus reliés à une plate-forme numérique de gestion de leur carte à puce CPA.

Un choix stratégique s'impose, qui tranche dans la confusion ambiante : la CGT amende-t-elle à la marge un compte personnel d'activité épousant la précarisation du salariat, défini par le gouvernement comme l'alternative à la carte Vitale et au droit du salarié ? Ou bien le congrès des syndicats mandate-t-il clairement ses représentants pour se battre contre la dispersion du salariat et pour une alternative à la destruction du travail humain centrée sur un salaire universel évolutif garanti à vie ? De quoi parle-t-on s'agissant de la sécurité sociale professionnelle, présentée dans nos propres rangs comme étant incarnée par le CPA ? Du fruit de négociations fondées sur un compromis au service du CPA ? Qui négocie quoi au nom de qui ?

Le congrès doit aussi servir à porter, à aider, à construire un véritable mouvement de transformation sociale capable de perdurer au-delà du seul combat contre la loi El Khomri. Ni tentative de noyautage, ni tentative de récupération ne doivent guider notre action pour construire l'avenir. Nous avons à appréhender, à apprendre de ce mouvement mais aussi à apporter ce que nous sommes, ce que nous travaillons, ce que nous élaborons.

Alors, il serait paradoxal que, dans tout le pays, les bouches s'ouvrent, sauf dans l'enceinte d'un 51e congrès confédéral, pour l'heure peu fertile en échanges démocratiques inter-organisations. Nous n'avons besoin ni d'un congrès de transition, ni de vagues repères revendicatifs intemporels décidés en haut lieu, mais d'un débat soigneux qui arme les organisations de la CGT pour les années à venir qui sont celles de la vague numérique au service du libéralisme.

TOURNONS LE DOS AU SYNDICALISME INSTITUTIONNEL ET RASSEMBLÉ, ORGANISONS LA CONVERGENCE DES LUTTES DANS L'UNITÉ D'ACTION. NOTRE CGT DOIT PRENDRE LE PARTI DE L'AVENIR : LA TRANSFORMATION SOCIALE !

Paris, le 7 avril 2016 à 17 heures

Pour signer cet appel, envoie tes prénom, nom, syndicat, fonction à l'adresse suivante :

CestLeMomentDeGagner@infocomcgt.fr

Retrouve cet appel sur la page Internet :

http://goo.gl/xJWhQb

Pour populariser l'appel, vous pouvez utiliser le hashtag :

#CestLeMomentDeGagner